

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 27 MARS 1979 - N° 882

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Manifestation du 23 : arrestation de militants CFDT de Longwy

Des sidérurgistes de Longwy, syndiqués de la CFDT, ont été arrêtés lors de la manifestation du 23. Ils passaient en procès dit de «flagrant délit» ce lundi à Paris. Dès que ces arrestations ont été connues à Longwy, le sentiment de colère a immédiatement fait place à la nécessité d'exiger leur libération. La distribution d'oxygène dans les usines du bassin a immédiatement été bloquée «en attendant que nos camarades soient libérés», dit le tract CFDT SOS-Emploi n° 19 diffusé dimanche.

Vendredi, quand les manifestants remplissent la place de l'Opéra, quadrillée par les flics, des affrontements commencent. La manifestation repartira en direction de République, sidérurgistes et jeunes au coude à coude, aux cris de «CRS SS !». Les flics poursuivront, dans des provocations sauvages, jusqu'à la Gare de l'Est, où l'un des militants CFDT sera interpellé.

Lire le compte rendu de cette journée en page 3

## Les pays producteurs de pétrole s'attaquent aux mécanismes du marché

Ce lundi, l'Organisation des pays producteurs de pétrole devait décider, à Genève, d'une hausse des prix du brut. Cette hausse, que l'on prévoyait de l'ordre de 6 à 10 %, doit servir à rééquilibrer les termes de l'échange pour répondre à la hausse des prix des produits industriels importés des pays consommateurs, ainsi que pour compenser le manque à gagner résultant de la baisse du dollar, monnaie qui sert à régler les factures pétrolières.

Lire en page 6

## La signature à Washington d'un traité de «paix» dangereux pour le Moyen-Orient

# LES PALESTINIENS UNANIMEMENT CONTRE LE TRAITÉ BEGIN - SADATE



Des femmes palestiniennes manifestent en Cisjordanie contre le traité Sadate-Begin ; sur la banderole : «un traité qui se moque de la Palestine».

Alors que le traité de «paix» entre l'Egypte et Israël, sous l'égide des USA, devait être signé lundi soir à Washington, des manifestations se développaient en Palestine occupée.

Samedi, des milliers de Palestiniens se sont rassemblés sur la place de la Mosquée El Aqsa. La journée de lundi était marquée par une grève générale en Cisjordanie, à Gaza. Des manifestations se tenaient à Jérusalem, à Naplouse, à Ramallah, à Hébron...

Dans les pays arabes, l'Egypte est de plus en plus isolée. La conférence des ministres des Affaires étrangères de ces pays, qui doit s'ouvrir ce mardi à Bagdad, sera à même de prendre certaines mesures à l'issue de la signature du traité entre l'Egypte et Israël.

Lire en pages 4 et 5 l'interview de Rafic, membre du bureau de l'Union Générale des Etudiants Palestiniens

## Elections cantonales LA GAUCHE PROGRESSE... SES DIVISIONS AUSSI...

- Recul de la droite
- Nette progression du PS

Les résultats à peu près complets des cantonales font apparaître une poussée de la gauche, qui est bien placée pour s'assurer la présidence de plusieurs départements jusque là dirigés par la droite. Le parti socialiste est le principal vainqueur de ces élections. Il semble, d'un point de vue d'ensemble, que les reports de voix se soient bien faits à gauche, à quelques exceptions près.

On constate donc une tendance, déjà visible lors des élections législatives partielles : la gauche obtient de meilleurs résultats dans des scrutins locaux que lorsque le pouvoir central est en jeu. On se trouve dans une situation où la gauche est majoritaire dans les cantons, ainsi que dans les municipalités des

grandes villes, mais n'a pas d'espoir à court terme de parvenir au gouvernement.

Si la «discipline républicaine» a, dans l'ensemble, bien joué au sein de la gauche dans ce scrutin, rien n'est réglé pour autant dans les rapports entre partis de gauche.

Le fait que l'écart se soit creusé entre PS et PCF n'est pas davantage de nature à atténuer les contradictions entre ces deux partis. D'autant plus que c'est chacun pour son propre compte qu'ils iront à la bataille pour les élections européennes de juin, puis pour les présidentielles de 1981. Rien ne laisse donc prévoir, bien au contraire, d'atté-

nuation de la polémique entre les deux grands partis de gauche.

A droite, le climat est envenimé par la défaite, le RPR l'expliquant par la politique économique et sociale du gouvernement, selon des habitudes démagogiques bien rodées. On peut prévoir que cette démagogie va se poursuivre de plus belle, si l'on songe que ce parti se tire assez mal de ces élections, où il est nettement devancé par l'UDF.

Un signe de ce que les virulentes diatribes antigouvernementales du RPR n'ont pas pris chez les électeurs, qui ont exprimé leur mécontentement en votant pour la gauche, et plus particulièrement pour le PS.

Lire en page 8

## LUTTES OUVRIERES

Si la SPAT (Société Provençale des Ateliers Terrin) représentant la plus grosse partie du groupe Terrin semble s'être laissée enfermer dans l'impasse des négociations au détriment de la lutte, d'autres usines du groupe ne sont pas décidées à attendre le couperet des discussions en table ronde. C'est le cas des 70 ouvriers de la SAM (Société des Ateliers de la Méditerranée) et de leur syndicat CGT qui ont pris plusieurs initiatives pour lutter contre la liquidation de leur entreprise :

- occupation de la gare Saint-Charles à Marseille, pour bloquer le Paris-Nice jusqu'à l'arrivée de la police ;
- intervention à FR 3 le 21 mars pour exiger que leur lutte soit annoncée aux actualités régionales (une minute d'antenne obtenue plus le droit de réponse) ;
- occupation de nuit des ateliers du 8 au 20 mars avec poursuite du travail pendant la journée...

La SAM fait partie du secteur industrie du groupe Terrin. Depuis septembre 1978, le groupe AMREP l'a prise en gérance libre avec la SOMECIMA (chaudronnier et des travaux sur site). Le 31 janvier 1979, l'AMREP devait se prononcer soit pour l'achat de cette unité de production parfaitement rentable, soit pour son abandon pur et simple.

Pour les travailleurs de la SAM, l'AMREP n'a jamais eu l'intention de racheter leur usine. Le but de cette multinationale est en fait de participer au rachat de la SPAT. «Je suis persuadé que la période de gérance libre sur le secteur industriel a pour objectif de nouer des relations avec le patronat local, de mieux connaître la situation, de s'emparer des commandes de la SAM et surtout d'être présent à Marseille pour négocier le rachat de la SPAT. Ce que vise en fait ce groupe c'est la réparation navale» nous a notamment soutenu un travailleur de la SAM.

Des indices ne trompent pas :

- aucune commande nouvelle depuis la gérance libre ;
- torpillage de commandes importantes venant de la marine nationale et de

Framatome :

- aucun investissement ;
- les machines en panne ne sont pas réparées et certaines se rouillent à cause d'une dégradation accélérée de la toiture des ateliers ;
- environ 20 départs depuis septembre 1978 n'ont pas été remplacés.

#### UNE MAINMISE DANGEREUSE POUR LES TRAVAILLEURS

Officiellement l'AMREP et Fournier (chantiers navals de Dunkerque) sont

## Marseille

# SAM : ACTIONS MULTIPLES POUR S'OPPOSER A LA LIQUIDATION PREPAREE PAR L'AMREP

en concurrence pour le rachat de la SPAT, mais en fait cette concurrence se limiterait aux partages de subventions versées par le CIASI, chacun voulant la plus grosse part du gâteau. Dans ces négociations masquées par les tables rondes officielles, le groupe Fournier pourrait très bien hériter des commandes de la SAM, puis ses ateliers à Dunkerque fabriquent déjà les mêmes appareils que la SAM (appareils à gouverner et stabilisateurs). L'AMREP a prolongé la gérance libre du 31 janvier au 15 mars et

vient encore de la prolonger. Pourquoi ? «Parce que les négociations pour acheter la SPAT traînent un peu en longueur» répondent, convaincus, de nombreux travailleurs de la SAM. M. Marion, représentant de l'AMREP à Marseille ne leur a pas caché la vérité : «Si l'AMREP et Fournier rachètent la SPAT avec Gardelle (peintures navales) Paoli et les chantiers navals de La Ciotat, c'est mauvais pour nous». «Nous sommes décidés à engager des actions spectaculaires pour que l'on ne nous ignore

pas car l'AMREP et Fournier vont mettre à profit l'annonce du rachat de la SPAT, la plus grosse part du groupe Terrin, pour tenter de nous liquider purement et simplement».

«Nous voulons garder notre emploi à la SAM, c'est pour cela que nous nous battons». Des initiatives permettant d'informer largement l'opinion publique sont en préparation.

### «Depuis l'arrivée de l'AMREP, nous avons découvert une répression plus dure et plus ouverte»

Avec l'AMREP, les travailleurs de la SAM ont dû faire l'apprentissage d'une répression patronale inhabituelle pour eux : «Ce n'est pas que le patronat local soit moins près de ses profits, mais surtout parce qu'un patron comme Terrin, très lié à la bourgeoisie marseillaise et notamment au Parti Socialiste, devait tenir compte, d'une certaine image de marque paternaliste qu'il entretenait».

Avec l'AMREP, le paternalisme a été remplacé par :

- l'apparition répétée de l'huissier à chaque tentative des travailleurs d'empêcher la sortie des pièces des ateliers ;

- la mise à pied de 48 travailleurs pendant 48 heures avec lettres d'avertissement pour avoir participé à ce type d'initiatives ;

- les menaces de licenciements massifs pour fautes professionnelles ;

- les convocations par la police de responsables syndicaux CGT pour le blocage du Paris-Nice en Gare-Saint-Charles suite à la plainte déposée par la direction de la SNCF...

Et dernièrement, vendredi 23 mars, la convocation des représentants syndicaux devant l'inspection du travail avec menaces de lock-out du porte parole de l'AMREP, Marion, dès le lundi 26 mars, si les travailleurs continuent leur action. C'est donc la tactique patronale bien connue : reporter sur les travailleurs la responsabilité de la fermeture décidée depuis longtemps dans le plan de restructuration.

CORRESPONDANT



Depuis septembre 1978, les travailleurs de Terrin sont en lutte contre les licenciements

## VISITE DES SIDERURGISTES AUX GRANDS BUREAUX DE SACILOR-SOLLAC

Vendredi matin, à l'appel de la CFDT, une partie des sidérurgistes et des travailleurs d'autres entreprises observaient un mot d'ordre de grève. A l'EDF, à l'appel de la CGT et de la CFDT, des coupures de courant étaient opérées. Dans la

Vendredi, 14 heures. A l'appel de la CFDT, un millier de sidérurgistes se présentent devant les grands bureaux de Sacilor-Sollac, à Florange. Les sections CFDT de la sidérurgie sont représentées, ainsi que les travailleurs de Richemont, qui clament leur refus de la centrale nucléaire, ceux de la Sotracom-Lorraine, en grève avec occupation depuis deux mois contre la fermeture de leur usine, les représentants des comités de coordination des foyers Sonacotra.

Les sections CGT de Sacilor-Sollac, dont une partie sont à la marche sur Paris, sont présentes, aux côtés de la CFDT.

La lourde grille d'entrée

ne fait pas long feu. Les militants s'installent sur la pelouse, devant le bâtiment de 11 étages, où se sont décidés tant de licenciements. Le premier étage s'orne immédiatement d'un immense «Non aux licenciements» et «SOS-emploi». Une prise de parole de la CFDT rappelle pour quels motifs la centrale n'appelle pas à la marche sur Paris, regrette que la mobilisation n'ait pas été plus forte, et appelle les militants à développer l'action pour mobiliser la masse des travailleurs. Une troupe locale joue une saynète tournant en dérision «De Wendel and family» ; un groupe de jeunes chante des chants de lutte.

Puis, un responsable

matinée, des barrages étaient établis sur les routes autour de Thionville : la circulation était ralentie, et les automobilistes étaient invités à se joindre à la démonstration de l'après-midi devant les grands bureaux de Sacilor-Sollac.

CFDT appelle les travailleurs à pénétrer dans le bâtiment pour exiger d'être reçu par la direction. Aux cris de «Travailleurs oui, chômeurs non», les militants s'approchent des portes vitrées, qui sont cadenassées. Elles ne résistent pas longtemps : le hall est envahi.

En face, plusieurs dizaines de flics de ville empêchent l'accès aux étages. Bousculade, quelques coups volent. Les flics, qui ont dû recevoir des consignes de modération, laissent passer une partie des sidérurgistes, qui défilent dans les étages en scandant : «Travailleurs, oui, chômeurs, non» et «Union, action, occupation».

Un militant avertit : «Attention, les gardes mobiles arrivent ; redescendez». On se regroupe dans le hall, les responsables appellent à se retirer. Les sidérurgistes sortent, quelques-uns restent à lancer des noms d'oiseaux à l'intention des flics. Du coup, d'autres retournent à l'intérieur. Après des discussions, un point de vue domine : «Ce n'est pas la peine de rester, les gardes mobiles sont trop nombreux, ils vont nous charger de l'intérieur». On se retire, mais avec le projet : «Nous reviendrons, mais plus nombreux».

Correspondant

## ● La CAN avec les sidérurgistes

Les syndicats CGT, CFTC et CFDT de la caisse des Mines, qui est menacée d'un transfert dans le Nord, ont finalement appelé à manifester le 23 mars avec les sidérurgistes et les mineurs du Nord, de l'Est et de la Loire, pour s'opposer à la politique sidérurgiste et minière du gouvernement et au transfert des organismes. FO — sur les positions de son bureau confédéral — a refusé de s'associer, cette action présentant, selon elle, «une coloration politique». Une bonne centaine de salariés de la CAN ont suivi les mots d'ordre de leurs syndicats et ont manifesté de la République jusqu'à la rue Montmartre.

Correspondant

● L'OCDE, organisme international, prévoit, pour la France, une augmentation de 150 000 du nombre de chômeurs en 1979.

La hausse des prix serait du même ordre

que celle des années précédentes. L'OCDE a trouvé un remède tout à fait original : il ne faut pas que les «rémunérations salariales continuent à s'accroître à un rythme rapide».

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## La marche sur Paris du 23

# ● PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS DE PARTICIPANTS ● PROVOCATION POLICIERE CONTRE LA MANIFESTATION

15 h, sous la statue de la République bardée de tissu rouge aux lettres de la CGT, les cortèges affluent lentement des différents points de rassemblement du matin, aux portes de Paris. Beaucoup de sidérurgistes, surtout de la Lorraine et du Nord, mais aussi des Ardennes, de la Loire et de Fos ; beaucoup de mineurs de fer. Les manifestants venus de toutes ces régions forment bien la moitié du cortège, c'est de leurs rangs que montent les mots d'ordre les plus combattifs, sous les centaines de casques recouverts de badges, et d'inscriptions.

Les boîtes de la région parisienne s'intercalent dans les cortèges des régions, un fort groupe de Renault, les hôpitaux, les banques, les cheminots... sans compter les forts détachements de communaux, d'Unions locales avec leurs voitures sono-

Beaucoup de jeunes aussi, lycéens regroupés, très combattifs. Partout des banderoles. «*Chô-chô-chô, chômage ras le bol*», «*Union, action avec la CGT*»... ces mots d'ordre n'ont rien de bien nouveau ni de très enthousiasmant.

Parmi les cortèges les plus offensifs, les gars du cortège SOS-Emploi de Longwy. Comme ils l'avaient décidé, les militants CFDT n'ont pas de banderole mais se reconnaissent parfaitement à leur badge : «*Longwy SOS Emploi*». Sirène, mot d'ordre, sifflets... Ils sont remarquables. «*Longwy vivra*», «*Longwy-Denain, nous montrent le chemin*» sont scandés presque sans arrêt.

Quand vers 16 h 15, les premiers rangs arriveront place de l'Opéra, les derniers continuent de piétiner dans les rues avoisinant la République. Ils y resteront jusque vers 17 h 30... En

total, plusieurs dizaines de milliers de manifestants, exprimant par cette marche leur refus des licenciements et du chômage. Assez peu de cortèges CFDT, si l'on excepte celui de Longwy. Une manifestation qui, vue des escaliers qui jalonnent le boulevard Saint-Martin, donne une impression de nombre, avec ses casques, ses banderoles, ses diffuseurs de tracts, les blouses blanches des hospitaliers, les pancartes de la SFP, les pompiers en uniforme...

Devant, bien entourés par un important service d'ordre CGT, Georges Séguy et la quasi totalité du bureau confédéral de la CGT marchent juste devant les responsables du PC et du PS. Sur un escalier, bien en vue, une brochette d'élus PCF de l'Île de France.

### LA PROVOCATION POLICIERE

Quand les premiers



rangs arrivent place de l'Opéra, tout le quartier est bouclé par les flics. Dès le début de la manifestation, sur le lieu même du rassemblement, une première provocation avait eu lieu, qui suscita des affrontements déjà violents. Les premiers «*CRS SS*» fusent, accompagnés de divers projectiles. Mais à l'Opéra, le quadrillage est particulièrement important. Alors que les manifestants affluent, remplissent la place, les flics s'apprêtent à tirer. Plus haut, des mots d'ordre de dispersion sont lancés, peu suivis d'effet ; les affrontements ont commencé, d'une grande violence.

Tandis que quelques individus brisent les vitrines et mettent à sac quelques magasins, c'est contre l'ensemble des manifestants que les flics se déchainent, lançant des gre-

nades au chlore, et des grenades offensives, s'acharnant sur les manifestants à terre. Mais cette sauvagerie trouvera en face d'elle la colère de la foule. Par centaines, les canettes de bière atteignent leurs rangs, des barricades s'élèvent. Malgré les tentatives du service d'ordre CGT, qui essaie de protéger les flics et n'hésite pas à frapper durement des manifestants, plus d'une centaine de policiers seront blessés. Alors que les flics tentent de couper toute retraite par les petites rues, la manifestation

repart vers la République, jeunes, sidérurgistes, tout le monde mêlé criant «*CRS SS*». Les flics poursuivent jusqu'à la gare de l'Est, où ils n'hésiteront pas à gazer directement dans la station de métro bondée. Au passage, ils ont d'ailleurs matraqué deux jeunes filles d'un SAMU. Parmi les blessés, plusieurs journalistes. La violence de leurs attaques, la grossièreté de leur provocation, a suscité une révolte massive, y compris dans les rangs cégétistes, dont plus d'un militant a refusé la dispersion.



## De Pantin à République, les gars de Longwy en tête du cortège

A dix heures vendredi matin, il y a déjà du monde sur la place de l'église à Pantin. Des bus de Longwy sont déjà arrivés. Des groupes se forment, on discute. La grande majorité des présents porte le badge CGT. Le nombre de diffuseurs de l'*Humanité* au mètre carré est impressionnant. Au milieu de cette ambiance plutôt morne, une certaine animation : une équipe de militants CFDT de Longwy s'affairent à regrouper les siens. La voiture sono n'est pas encore là ; une camionnette est prêtée, les gars commencent à se regrouper autour. Un peu plus tard, la voiture sono arrive et fait immédiatement hurler sa sirène.

C'est avant le discours de Sainjon (secrétaire de la fédération CGT de la métallurgie) que les cégétistes décident de commencer à avancer : «*On ne veut pas se faire encadrer, ni étouffer, on a vu comment ça c'est passé à*

*Denain*». Doucement, le cortège SOS-Emploi démarre et se fraye un passage. Il n'a pas fait deux cents mètres que le service d'ordre CGT se précipite et forme un cordon pour les empêcher d'avancer. La tension est vive, les explications sévères : «*Vous ne pouvez pas vous mettre devant, il y a une organisation qui est prévue, vous devez vous y plier*». Cette harangue du responsable du SO déclenche un véritable tollé : «*Vous voulez nous faire défilier derrière les élus du PCF... On est des sidérurgistes, on se bagarre là-bas... On a le droit d'être devant... On ne veut pas se faire récupérer...*». La récupération, ils n'en veulent pas. Ils en ont fait l'expérience, notamment à Denain. Se retrouver là, bloqué par un service d'ordre musclé, leur est insupportable. La sono couvre bientôt les protestations cégétistes, un mot d'ordre part «*Longwy vivra*», le service d'ordre est

«*percuté*». Un peu plus loin, il se reforme, nouvelle «*percussion*». Et l'on s'arrête un peu. Les discussions très animées reprennent. Les cégétistes sont pris sous le feu roulant des critiques et des questions auxquelles ils fournissent des réponses peu convaincantes. «*Pourquoi ne voulez-vous pas nous laisser passer ?... On a fait la preuve de notre souci unitaire en venant ici... il n'y a rien à faire, on ne se laissera pas récupérer, on ne défilera pas derrière les élus du PCF*». Ils ont des raisons de se méfier : parmi les notables du PCF, Porcu le député de Meurthe-et-Moselle, parade.

Des manifestants sont venus grossir les rangs des gars de Longwy. Mais voilà que la manif démarre. Sentant que les choses ne tournent pas très rond, Sainjon a bâclé son discours. Jusqu'à la porte de Pantin, pas trop de pro-

blèmes. Plusieurs centaines de lycéens se joignent au cortège de tête en cours de route. Ils sont bien maintenant un bon millier en tête de manifestation. Une nouvelle fois, à l'entrée de Paris, le service d'ordre CGT barre la route, une nouvelle fois il est enfoncé. Cette fois, c'est plus sérieux : les gros-bras cégétistes n'hésitent pas à frapper quelques gars. Toutefois, ils ne parviennent pas à s'imposer et les cégétistes de Longwy gardent la tête jusqu'à la République. De manière presque ininterrompue, les mots d'ordre sont scandés : «*Longwy vivra*», «*Longwy-Denain, nous montrent le chemin*»... Boulevard de Magenta, on reforme les chaînes car, barrant l'accès à la place de République, il y a encore des barrières cégétistes. Comme les autres, elles seront «*percutées*» et ceux de Longwy crieront leur victoire au pied de la statue de la République.

## Trois travailleurs de Longwy arrêtés

A Longwy, dès que les sidérurgistes ont appris que trois des leurs avaient été interpellés à Paris, un sentiment de colère s'est emparé d'eux.

Rapidement la nécessité d'exiger la libération des camarades emprisonnés s'est imposée. Tandis que la CFDT imprimait le tract SOS Emploi N°19, que nous publions ci-dessous, ses militants occupant la centrale d'Herseange coupaient l'oxygène des usines du bassin. Pas question de rétablir leur approvisionnement tant que les camarades ne seraient pas libérés... Par ailleurs, pour mieux la préparer, la marche sur Dunkerque des sidérurgistes de Longwy et de Denain, initialement prévue pour le 27, a été repoussée au vendredi 6 avril.

### CFDT SOS EMPLOI N°19 DES TRAVAILLEURS DE LONGWY ARRETES A PARIS I

Après la manifestation du 23 mars, des parents et des amis sont venus à la CFDT signaler qu'un jeune travailleur n'était pas encore rentré.

Nous avons aussitôt engagé des démarches. Nous avons appris qu'il était maintenu en arrêt à Paris pour le motif qu'il aurait été pris avec des objets divers, entre autres... des pétards.

Ce matin, la presse nous a appris qu'il y aurait deux travailleurs de Longwy qui seraient, eux aussi, aux arrêts.

Nous ne pouvons l'accepter.

Les travailleurs du bassin de Longwy ne sont pas des casseurs. Quelle intention anime les responsa-

bles qui ont pris la décision de les garder emprisonnés ?

Nous avons exigé la libération immédiate de nos camarades.

Leur arrestation est une attaque grave contre tous les travailleurs du bassin de Longwy. Tout de suite, nous avons engagé la riposte. Nous avons interdit la consommation d'oxygène dans les usines en attendant que nos camarades soient libérés. C'est ce que nous ont demandé de nombreux travailleurs informés.

Nous ne tolérerons aucune mise au chômage de la part du patronat.

Nous prenons contact avec les autres syndicats. Travailleurs d'Usinor, de la Chiers, de Rehon, mobilisons-nous pour la défense de nos camarades !

Longwy, le 25.3.79

# UN TRAITE DANGEREUX POUR LE MOYEN-ORIENT

## LES PALESTINIENS UNANIMEMENT CONTRE LE TRAITE BEGIN-SADATE

Entretien avec Rafic, membre du bureau de l'Union Générale des Etudiants Palestiniens

► Au moment où le traité entre Begin et Sadate est signé à Washington, quelle est l'appréciation de la Résistance palestinienne ?

— Le traité qui va être signé entre l'Etat sioniste et le régime de Sadate, avec la bénédiction et l'intervention directe de l'impérialisme américain, a pour objectif de réaliser un des premiers buts du sionisme : isoler l'Egypte du reste de la nation arabe. Etant donné que l'Egypte représente un poids considérable au niveau politique et militaire dans la région, la neutralisation de l'Egypte est en soi une grande victoire pour l'Etat d'Israël. C'est l'aspect principal de l'accord qui va être signé entre Carter, Begin et Sadate.

Pour cacher le caractère séparé de l'accord, l'impérialisme américain a voulu essayer de faire croire qu'il pouvait « régler » le problème palestinien.

### Le peuple palestinien bafoué

Ce qu'il en résulte, c'est un projet appelé « auto-administration des Palestiniens ». Que représente exactement ce projet ? En fait, une consécration de la colonisation par l'Etat sioniste de la Cisjordanie et de Gaza, annexées en 1967, puisqu'il ne s'agit en aucune façon d'un retrait des troupes sionistes de ces territoires. Bien au contraire, les troupes sionistes y resteront, même si elles sont redistribuées du point de vue géographique. Et elles interviendront chaque fois qu'elles considéreront que la « sécurité » de l'Etat d'Israël est en danger.

D'un autre côté, l'autonomie permet à l'Etat sioniste de continuer sa politique d'expansion territoriale, sa politique d'implantation. Il existe un projet très précis pour augmenter ces implantations dans les territoires palestiniens occupés en 1967, comme l'a indiqué le ministre de l'Agriculture Sharon.

De plus, les accords de Camp David et l'accord négocié entre Sadate et l'Etat sioniste ne proposent aucune solution pour les Palestiniens réfugiés ou chassés depuis 1948. La révolution palestinienne réclame le retour du peuple palestinien sur sa terre, y compris ceux qui ont été déplacés en 1948. Un corollaire de la paix séparée, c'est l'établissement des Palesti-

niens réfugiés dans les pays d'accueil, ce qui va à l'encontre de notre politique, mais aussi de celle des forces qui sont des alliés potentiels ou réels de l'impérialisme US. Par exemple, les forces isolationnistes du Liban n'ont cessé d'accuser le peuple palestinien de vouloir s'installer dans leur pays. Aujourd'hui qui, de nous ou de Carter, pousse dans ce sens ?

### Sadate en position de faiblesse

► Pourquoi, à ton avis, Carter s'est-il montré si pressé d'obtenir cet accord ?

— La perte de l'Iran, comme principal gendarme au Proche-Orient, aux côtés de l'Etat sioniste, a fait que Carter a été contraint d'agir rapidement pour trouver une compensation avec Israël et l'Egypte de Sadate. Il est donc actuellement question de créer un axe entre Carter, Begin et Sadate, pour pouvoir avoir des bases solides au Proche-Orient, afin de maintenir l'hégémonie de l'impérialisme américain dans cette région. Cette alliance permettrait d'intervenir contre des mouvements de libération dans le monde arabe ou en Afrique. Il y a évidemment aussi une autre raison, intérieure : le fait que Carter ait besoin de redorer son blason et d'enregistrer une victoire.

► Comment interpréter la polémique de ces derniers jours entre Sadate et Begin sur l'interprétation du traité ?

— On voit qu'il y a encore des divergences entre l'Egypte et l'Etat sioniste, notamment sur l'avenir de la Cisjordanie et sur la politique d'implantation des colonies, mais l'Etat sioniste a eu ce qu'il voulait, c'est-à-dire la neutralisation de l'Egypte. Le régime de Sadate est incapable d'imposer quoi que ce soit, car il est en position de faiblesse. Les tentatives du régime de Sadate pour dire que l'Etat sioniste allait se retirer de l'ensemble des territoires arabes occupés en 1967, y compris de Jérusalem, pour dire que le peuple palestinien aurait tous ses droits, toutes ces déclarations sont des discours qui sont destinés à la consommation interne en Egypte. Il est en effet clair que ces accords sont bien en-deçà de



Jeunes Palestiniens manifestant contre l'occupant sioniste dans les territoires occupés.

ce qu'ils ont prétendu ; et les sionistes, par la voix de Begin, ont eu vite fait de rectifier les choses, en déclarant qu'ils allaient continuer la colonisation.

► Comment le peuple égyptien va-t-il réagir ?

— Nous sommes sûrs que le peuple égyptien et ses forces patriotiques et démocratiques comprendront vite le caractère colonial et impérialiste de l'accord que Sadate signe. Le peuple égyptien mènera le combat pour que l'Egypte retrouve la place qui lui revient de droit dans le monde arabe et dans le combat commun contre l'Etat sioniste qui représente un danger pour l'ensemble des peuples arabes.

La politique économique de Sadate a permis le renforcement des intérêts de l'impérialisme américain en Egypte. Il est évident pour nous que celui-ci ne pourra qu'accentuer la crise économique, touchant plus particulièrement les masses égyptiennes, contrairement à toutes les promesses de prospérité du président égyptien et de Carter.

### Pour des mesures de rétorsion arabes

► Dans leurs plans pour diviser le front arabe qui s'était formé à Bagdad, les USA fondaient des espoirs sur l'Arabie Saoudite et la Jordanie. L'un et l'autre ont refusé de soutenir la paix séparée entre Begin et Sadate. L'Arabie Saoudite ne peut accepter que la ville sainte de Jérusalem soit maintenue sous l'occupation sioniste. Nous enregistrons de manière très positive les déclarations du prince Fahd sur le fait que le sionisme reste l'ennemi principal de l'Arabie Saoudite. Ce pays devrait donc maintenir sa présence dans le front arabe de lutte contre le sionisme, conformément aux résolutions du sommet de Bagdad.

— Il y a effectivement des tentatives de l'impérialisme américain pour amener l'Arabie Saoudite et la Jordanie à cautionner cet accord. L'un et l'autre ont refusé de soutenir la paix séparée entre Begin et Sadate. L'Arabie Saoudite ne peut accepter que la ville sainte de Jérusalem soit maintenue sous l'occupation sioniste. Nous enregistrons de manière très positive les déclarations du prince Fahd sur le fait que le sionisme reste l'ennemi principal de l'Arabie Saoudite. Ce pays devrait donc maintenir sa présence dans le front arabe de lutte contre le sionisme, conformément aux résolutions du sommet de Bagdad.

De son côté, le régime jordanien ne peut accepter la mise en œuvre

de cet accord. Etant donné que la majeure partie des citoyens jordaniens sont en fait palestiniens, si le régime jordanien cautionnait l'accord Begin-Sadate, ce régime serait menacé. Dernièrement, le frère Yasser Arafat s'est rendu en visite officielle en Jordanie à l'invitation du roi Hussein. Cette visite a eu des résultats positifs, notamment en ce qui concerne la coordination des efforts entre l'OLP et la Jordanie pour soutenir plus efficacement qu'auparavant la lutte des masses palestiniennes sous occupation. Les négociations qui se déroulent actuellement entre l'OLP et la Jordanie se font sur des bases très précises :

- 1) L'OLP est le seul représentant légitime du peuple palestinien où qu'il se trouve.
- 2) La Jordanie doit maintenir son refus des accords de Camp David et des suites de ces accords.
- 3) Une coopération doit s'établir pour soutenir la résistance des masses palestiniennes sous occupation.

► Quelles sont les perspectives du front arabe contre la capitulation qui s'était affirmée à Bagdad ?

— Il y aura prochainement une réunion des ministres arabes des Affaires étrangères. Ils prendront des décisions sur les mesures de rétorsion contre l'accord de paix séparée. Nous espérons que, conformément à ce qui avait été décidé à la conférence de Bagdad, des mesures seront prises contre le régime de Sadate.

A l'occasion de cette conférence, on verra clairement qui soutient l'initiative de Sadate, et qui est contre. Les accords du sommet de Bagdad ont été très clairs : les gouvernements doivent soutenir la résistance du peuple palestinien dans les territoires occupés ainsi que toutes les forces arabes qui refusent la capitulation, notamment la Syrie. Ils doivent aussi, pour faire échouer la paix séparée, prendre des mesures de rétorsion contre le régime de Sadate et faire pression sur l'impérialisme US. Nous demandons également que le siège de la Ligue arabe soit transféré du Caire dans une autre capitale. Chaque pays devra se déterminer d'après ces positions.

Il faut signaler les rapports privilégiés existant à l'heure actuelle entre nous, le Mouvement national libanais, et la Syrie dans la

lutte commune contre les plans de Sadate. Le rapprochement entre la Syrie et l'Irak joue également un rôle positif en ce qui concerne le rapport de forces dans la région. D'autre part, le nouveau régime iranien a exprimé le désir de faire partie des pays de la confrontation avec l'Etat sioniste et de participer activement au soutien à la lutte de libération du peuple palestinien, ce qui est un élément très positif.

### Risques de conflagration au Liban

► Quelles peuvent être les conséquences de l'accord signé par Sadate sur la situation au Liban ?

— Le Liban constitue un terrain de bataille possible pour l'impérialisme américain et l'Etat sioniste, qui peut employer ses agents au Liban — les forces isolationnistes — pour mener une guerre interarabe qui aurait pour but d'empêcher la Révolution palestinienne et les forces patriotiques arabes en général de mener leur combat contre l'Etat sioniste et contre la politique de collaboration de Sadate au service de l'impérialisme US. Comme un armement sophistiqué est actuellement livré aux forces isolationnistes par l'Etat sioniste, il est possible qu'il y ait des combats au Liban. En effet, les forces isolationnistes empêchent le gouvernement libanais de prendre ses responsabilités pour reconstruire une armée libanaise patriotique ; de ce fait, l'Etat libanais ne se donne pas les moyens de rétablir sa souveraineté au Sud-Liban. Etant donné que ceci constitue une condition préalable au renouvellement du mandat de la FINJUL, ce renouvellement risque d'être compromis.

Au niveau du monde arabe, nous mènerons également une politique d'unification de toutes les forces qui refusent la politique de capitulation de Sadate, qui exigent que les droits nationaux du peuple palestinien soient respectés et qui soutiennent sa lutte sous la direction de l'OLP. Au niveau international, nous demandons à tous nos amis de faire un travail de dénonciation de ces accords pour expliquer que le peuple palestinien mène une lutte juste, soumise à l'agression constante du sionisme, de l'impérialisme US et de ses agents, au premier rang desquels se trouve le traître Sadate.

Devant le blocage de la situation politique au Liban, les forces saoudiennes qui font partie de toutes les risques de conflit. Pour toutes ces raisons, une nouvelle conflagration est possible au Liban. En ce qui nous concerne, le renforcement de l'unité nationale palestinienne au sein de l'OLP, nos relations avec les forces pa-

triotiques libanaises et avec toutes les composantes du mouvement de libération nationale arabe sont en mesure de mettre en échec un tel complot.

### L'impérialisme US ne reconnaît pas nos droits

► La semaine dernière, Carter a lancé un appel à l'OLP lui demandant de négocier avec les USA à condition de reconnaître l'Etat sioniste. Comment apprécier cette manœuvre ? Plus généralement, quelle va être la stratégie de la Résistance palestinienne dans la période à venir ?

— Cette déclaration a pour objectif de mettre la Résistance palestinienne dans une situation politique qui serait difficile en essayant de faire croire à l'opinion publique internationale que l'OLP œuvre contre la paix au Proche-Orient. Cette manœuvre tente de cacher le fait que l'Etat sioniste lui-même refuse de reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien. C'est cela la raison fondamentale pour laquelle il n'y a pas aujourd'hui de paix possible au Proche-Orient, et c'est ce que Carter tente de faire oublier. Carter n'est pas de bonne foi, puisqu'il est un des artisans du projet d'« auto-administration », qui vise à concrétiser la colonisation des territoires palestiniens occupés en 1967.

S'il avait été de bonne foi, Carter aurait parlé du droit du peuple palestinien à un Etat indépendant, de son droit à retourner sur sa terre et à s'auto-déterminer. Tant que l'impérialisme US n'est pas prêt à reconnaître ces droits, d'ailleurs reconnus par l'ensemble de la communauté internationale, il sera dans le camp de nos ennemis.

► Quelles peuvent être les conséquences de l'accord signé par Sadate sur la situation au Liban ?

### Renforcer la lutte armée en Palestine

— En ce qui concerne la stratégie de la Résistance, elle a pour objectif de renforcer et soutenir la lutte de notre peuple sous occupation, à tous les niveaux, mais principalement au niveau militaire. Nous devons aussi soutenir politiquement le développement des luttes populaires. Nous voyons en effet qu'il y a une unanimité du peuple palestinien dans les territoires occupés, qui s'exprime tous les jours contre les accords égypto-israéliens, qui sont un véritable complot contre le peuple palestinien. Notre objectif principal, dans la période actuelle, c'est de renforcer la lutte des masses à l'intérieur, et de créer de plus en plus de problèmes à notre ennemi, l'Etat sioniste. D'autre part, nous menons une politique visant à resserrer les rangs palestiniens autour de l'OLP, représentant unique et légitime du peuple palestinien, pour pouvoir faire face à une période qui sera une période très difficile de complots.

Au niveau du monde arabe, nous mènerons également une politique d'unification de toutes les forces qui refusent la politique de capitulation de Sadate, qui exigent que les droits nationaux du peuple palestinien soient respectés et qui soutiennent sa lutte sous la direction de l'OLP.

Au niveau international, nous demandons à tous nos amis de faire un travail de dénonciation de ces accords pour expliquer que le peuple palestinien mène une lutte juste, soumise à l'agression constante du sionisme, de l'impérialisme US et de ses agents, au premier rang desquels se trouve le traître Sadate.

## ARTICLE PAR ARTICLE, LA CAPITULATION DE SADATE

### ARTICLE 1

1) L'état de guerre entre les parties sera terminé et la paix sera rétablie entre elles dès l'échange des instruments de ratification de ce traité.

Il s'agit donc d'un traité de paix entrant immédiatement en vigueur, alors que rien n'est réglé concernant les intérêts des autres pays arabes (Golan syrien occupé) et du peuple palestinien : la prétention de Sadate à agir dans l'intérêt de l'ensemble du monde arabe est réduite à néant.

2) Israël retirera toutes ses forces armées et ses civils du Sinai derrière la frontière internationale reconnue entre l'Egypte et la Palestine sous mandat (...) et l'Egypte recouvrera l'exercice de sa pleine souveraineté sur le Sinai.

Ainsi, seuls les intérêts territoriaux de l'Egypte sont satisfaits par ce traité. Encore faut-il noter que le retrait israélien ne serait total que trois ans après la signature du traité. La paix acceptée par Sadate, elle, est immédiate !

### ARTICLE 3

Les parties reconnaissent et respecteront leur souveraineté, intégrité territoriale et indépendance politique respectives. Elles reconnaissent et respecteront leurs droits mutuels à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Il s'agit de la reconnaissance diplomatique de l'existence de l'Etat d'Israël, refusée par l'ensemble des pays arabes depuis 1948. C'est reconnaître le fait accompli que constitue, depuis cette date, la spoliation du peuple palestinien de ses droits nationaux.

### ARTICLE 4

(...) Les parties décident que des accords de sécurité seront établis, incluant des zones où les forces militaires seront limitées, sur les territoires égyptien et israélien. Elles prévoient la participation

### • Visite de Gromyko en Syrie

Ce week-end, le ministre des Affaires Etrangères soviétique Gromyko a effectué une « visite d'amitié de courte durée » en Syrie. Ces derniers mois, les relations entre la Syrie et l'URSS, qui devait fournir à ce pays les moyens de renforcer son potentiel militaire, avaient connu des difficultés, l'URSS soumettant son aide à des conditions politiques. La visite de Gromyko a pour but de profiter de la situation créée par la signature de l'accord séparé en présentant l'URSS comme l'allié privilégié des pays arabes refusant la capitulation de Sadate.

### • Conseil de sécurité : commission d'enquête sur les colonies sionistes

Après deux semaines de débats, le Conseil de Sécurité de l'ONU a décidé d'envoyer dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, une commission d'enquête sur la politique de colonisation sioniste que le Conseil a déclarée illégale. Le représentant américain, qui, avec la Grande-Bretagne et la Norvège, s'était abstenu, a critiqué cette

de forces et d'observateurs des Nations Unies (...). Le retrait de ces forces n'aura lieu que sur décision du Conseil de sécurité des Nations Unies, après vote affirmatif des cinq membres permanents (...).

Les forces de l'ONU jouant un rôle de garant du maintien de la paix entre les deux pays, cette disposition revient à mettre entre les mains des Etats-Unis le pouvoir de s'opposer au déclenchement d'une guerre entre eux. Les USA étant membre permanent du Conseil de sécurité auront en effet tout loisir de s'opposer au retrait des forces de l'ONU.

### ARTICLE 5

Les navires israéliens et les cargaisons destinées à Israël ou en provenance de ce pays jouiront du droit de libre passage par le canal de Suez et ses approches dans le golfe de Suez et la Méditerranée, sur la base de la convention de Constantinople de 1868, valable pour toutes nations.

Sadate renonce ainsi à la



Troupes sionistes sur le plateau du Golan

souveraineté égyptienne sur le canal de Suez, affirmée depuis sa nationalisation par Nasser en 1956. De plus, il se réfère à une convention internationale aujourd'hui remise en cause par de nombreux pays du Tiers Monde qui s'indignent de voir leurs eaux territoriales servir de passage aux flottes de guerre des superpuissances.

Les parties considèrent que le détroit de Tiran et le golfe d'Akaba doivent être des voies d'eau internationales, ouvertes à toutes les nations, qui y jouiront d'une liberté de circulation sans entraves, et à laquelle on ne pourra surseoir, de navigation et de survol.

Sadate se permet ainsi de prendre position au sujet d'espaces maritimes qui appartiennent pour moitié à un de ses voisins arabes, l'Arabie Saoudite...

### ARTICLE 6

(...) Dans l'éventualité d'un litige entre les obligations des parties dans le cadre du présent traité et de toute autre obligation, ce sont les obli-



Troupes sionistes sur le plateau du Golan

décision, affirmant qu'elle « mettait en difficulté » le plan de paix de Carter au Proche-Orient. Quant au représentant de l'Etat sioniste, il a déclaré que son gouvernement n'accepterait pas cette commission.

### • Démission du secrétaire égyptien de la Ligue arabe

Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, a annoncé vendredi sa démission. C'est en tant que diplomate égyptien que Mahmoud Riad avait été nommé à ce poste. Il a probablement pris cette décision pour protester contre la signature par Sadate de l'accord de paix séparé.

### • Opération en plein centre de Jérusalem

Vendredi après-midi, une bombe a explosé en plein centre de Jérusalem, faisant un mort et quatorze blessés. Cet attentat a été revendiqué par l'OLP.

## ● Chine-Vietnam : Hanoï refuse de négocier le 29 mars

Alors que le gouvernement vietnamien avait accepté le principe de négociations avec la Chine à partir du 29 mars, alternativement à Hanoï et à Pékin, il remet en cause aujourd'hui cet engagement. En effet, il déclarait dans une note publiée le 23 mars : « Pour que les négociations puissent commencer le 29 mars à Hanoï, les dirigeants chinois doivent retirer immédiatement, totalement et inconditionnellement leurs troupes de notre territoire ». Les autorités de Hanoï déclarent, sans en apporter la moindre preuve, qu'il y a encore des troupes chinoises sur le territoire vietnamien, alors que la Chine a annoncé solennellement leur retrait depuis plus d'une semaine.

En même temps, l'agence de presse vietnamienne annonce l'arrivée de « volontaires soviétiques ». Il s'agit notamment de techniciens qui doivent aider au déchargement du port de Haiphong actuellement engorgé par les livraisons d'armes soviétiques. La présence de milliers de conseillers et de techniciens soviétiques au Vietnam n'est pas une nouveauté : elle est effective au moins depuis l'année dernière. Mais le fait que Hanoï l'affiche ainsi, surtout en qualifiant ces conseillers de « volontaires » ne peut qu'indiquer une intervention accrue et plus directe de l'URSS au Vietnam et en Indochine.

## ● Afghanistan : mises en garde réciproques de l'URSS et des USA

Alors que, ces dernières semaines, le mouvement de rébellion des musulmans et des minorités nationales s'est considérablement amplifié en Afghanistan, touchant quinze des 29 provinces du pays, l'URSS, qui a envoyé plusieurs milliers de conseillers pour soutenir le régime pro-soviétique de Taraki, a accusé plusieurs pays voisins d'être à l'origine du développement de la rébellion. La semaine dernière, la Pravda a en effet mis en cause l'Iran, le Pakistan, la Chine et la CIA. L'URSS développe cette campagne au moment où elle accélère ses livraisons d'armes grâce à un pont aérien reliant Moscou à Kaboul. Carter a assez vivement réagi à ces accusations de la presse soviétique en adressant à son tour une mise en garde à l'URSS : « La dissémination de nouvelles fausses et provocatrices ne peut servir aucun dessein utile, surtout quand elle survient au moment même où les Soviétiques accroissent leur activité en Afghanistan. Nous ne pouvons que nous interroger sur leurs intentions » a déclaré le président américain. Les mises en garde réciproques de chacune des deux superpuissances ne font en fait que dissimuler leur volonté d'intervenir dans les affaires des pays du Tiers Monde.

## ● Iran : médiation de l'ayatollah Taleghani au Kurdistan

L'ayatollah Taleghani, accompagné du ministre de l'Intérieur Javadi, et de M. Banisadr, s'est rendu à Sanandaj, capitale du Kurdistan iranien, où avaient eu lieu la semaine dernière des affrontements armés entre les rebelles kurdes et l'armée iranienne. Il semble que les négociateurs envoyés par le gouvernement iranien aient obtenu un cessez-le-feu en échange d'une promesse de semi-autonomie pour le Kurdistan. Les représentants de la rébellion ont déclaré à l'ayatollah Taleghani : « Les Kurdes ne sont ni séparatistes, ni contre-révolutionnaires, mais ils veulent leur autonomie au sein d'un Iran démocratique ».

L'accord conclu au Kurdistan semble fragile. En effet, le chef d'état-major de l'armée iranienne Gharani aurait refusé de libérer plusieurs prisonniers kurdes, contrairement aux ordres du ministre de l'Intérieur. Cependant, on apprenait dimanche l'élaboration d'un plan pour l'autonomie du Kurdistan.

## ● L'Europe de la pêche en crise

L'année dernière, les négociations entre les différents pays de la CEE sur la délimitation des zones de pêche a échoué. Ainsi, ces négociations n'ont pu concilier les intérêts de la Grande-Bretagne sur sa zone économique exclusive et les « droits historiques » dont se réclament les pêcheurs français à l'intérieur de cette même zone. Jeudi, le ministre britannique de l'Agriculture et des Pêches a annoncé des mesures unilatérales de la Grande-Bretagne : filets plus larges pour certaines prises, extension des zones de pêche réservées aux pêcheurs britanniques dans la zone économique.

## L'OPEP réunie à Genève

# SITUATION FAVORABLE POUR LES PAYS PRODUCTEURS

La réunion lundi à Genève des ministres des pays exportateurs de pétrole se situe dans un contexte bien particulier marqué par une demande qui excède l'offre sur le marché mondial. Réunis en assemblée consultative, les pays producteurs pourraient néanmoins décider une augmentation substantielle du prix du brut en raison de la détérioration des termes de l'échange qu'ils ont eue à subir d'une part (le prix de leurs importations s'étant accru de 20 à 60 %), et de la fluctuation du cours du dollar d'autre part. Mais il s'agit également pour les pays producteurs de s'attaquer aux mécanismes mêmes qui régissent le marché du pétrole. Celui-ci est actuellement dominé par les « majors » (grandes compagnies pétrolières) qui imposent leur loi aux pays producteurs.

L'arrêt des exportations de pétrole iranien pendant deux mois et la reprise d'une production diminuée de 60 % ont eu des con-

séquences importantes sur le marché mondial du pétrole, même si la production iranienne représente moins de 10 % des besoins occidentaux. Conséquence de cette situation : pour la première fois sur le marché, la demande excède l'offre, offrant ainsi une situation favorable aux pays producteurs. Mais aucun d'entre eux n'a cherché à tirer profit de la situation au détriment des autres producteurs ; l'Arabie Saoudite a bien augmenté un peu sa production, mais n'a pas cherché à prendre la place de l'Iran. Onze membres de l'OPEP sur douze ont décidé d'augmenter leurs prix, avant la réunion de l'OPEP. Dans ce sens, la réunion des ministres des pays producteurs pourrait décider d'une hausse unifiée afin d'éviter que les compagnies pétrolières ne tirent profit de l'état du marché.

### RATTRAPER LE MANQUE A GAGNER DU DOLLAR

« Le prix du pétrole va encore monter, non parce

que les pays de l'OPEP poussent à la hausse, mais en raison de la situation du marché » a déclaré le ministre saoudien, Cheikh Yamani. Certains observateurs parlent d'une hausse de 10 %, qui viendrait sanctionner la décision déjà prise par la plupart des pays producteurs. Une telle hausse suffit à peine à rattraper le manque à gagner dû à la fluctuation du taux du dollar et à l'augmentation des produits industrialisés, largement supérieure à l'augmentation de la part du pétrole qui rentre dans leur fabrication. La légende est coriace des profits fabuleux réalisés par les pays producteurs après les hausses de 1973 et 1974 ; en fait de quadruplement du prix du pétrole, la part de l'augmentation qui est revenue dans la poche des producteurs, inflation déduite, établit un doublement de leurs revenus pétroliers.

### L'IRAN PROPOSE L'INDEXATION DES PRIX

Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui pour les

pays producteurs d'obtenir un bon prix pour leurs richesses naturelles, mais — comme l'Iran l'a fait récemment — de s'attaquer à ceux qui disposent commercialement de 60 % du brut produit dans le monde (Chine et URSS exclues), de 50 % du raffinage et de plus de 50 % de la commercialisation des produits : les « majors » (Exxon, Shell, BP, etc.). Les grandes compagnies, qui dominent le marché pétrolier mondial, décident en effet de répercuter à leur façon les hausses décidées par les pays producteurs. Pour parer aux effets néfastes sur les termes de l'échange du système actuel de fixation des prix ainsi que du rapport de forces régnant actuellement sur le marché, l'Iran a proposé un système d'indexation liant les produits importés à ceux des matières premières exportées par les pays du Tiers Monde. Le contrôle de la politique des prix par les pays producteurs est à l'ordre du jour.

Frank ROUSSEL

## Grande-Bretagne : les travaillistes à bout de souffle

En déposant deux motions de censure contre le gouvernement travailliste, les conservateurs britanniques vont tenter de provoquer des élections anticipées qu'ils espèrent gagner. Tous les sondages donnent en effet les travaillistes perdants après l'échec de leur politique sociale, sanctionnée par la vague de grèves de cet hiver. Ainsi, les élections au Parlement européen pourraient coïncider avec des élections législatives dans deux pays, l'Italie et la Grande-Bretagne.

Le gouvernement travail-

liste a succédé au gouvernement conservateur de Heath qui, en 1974, était tombé à la suite d'une vague de grèves ouvrières. Les travaillistes, se servant des liens historiques qui unissent leur parti aux syndicats, ont prétendu insinuer un « contrat social » avec les travailleurs. Il s'agissait de faire accepter aux syndicalistes une limitation des revendications de salaires en échange d'un certain nombre de réformes et surtout d'un « pouvoir » donné aux directions syndicales, en fait une tentative d'intégration

de celles-ci.

Depuis l'année dernière en particulier, les travailleurs britanniques ont fait le bilan de cette politique du « contrat social » : une baisse considérable du pouvoir d'achat, un accroissement incessant du chômage, ainsi qu'une politique de corruption des dirigeants syndicaux. Les syndicalistes ont réagi par un mouvement des délégués d'usines, destiné à donner un pouvoir accru aux représentants de la base ouvrière dans les entreprises pour faire obstacle aux procédures antigève-

ve des travaillistes. En janvier, de nombreux secteurs ont attaqué de front la politique de Callaghan, réclamant des revalorisations de salaires de l'ordre de 20 %, alors que le gouvernement voulait les limiter à 5 % cette année.

Le gouvernement travailliste se trouve donc aujourd'hui dans un isolement sans précédent. Alors que le mécontentement des travailleurs ne cessait de grandir, la dirigeante conservatrice Thatcher battait le rappel de son électorat en accusant le gouvernement Callaghan de « manque de fermeté » devant le développement des mouvements de grèves.

D'autre part, depuis les élections partielles qui lui ont enlevé la majorité absolue, le parti travailliste doit compter sur le soutien des petits partis écossais et unioniste d'Irlande du Nord. Or, après l'échec du référendum régional en Ecosse, 12 députés nationalistes écossais ont rallié l'opposition. La majorité de Callaghan va donc se jouer en fonction des positions de trois députés nationalistes du Pays de Galles et des députés unionistes fascistes d'Irlande du Nord. Mercredi, si une chute du gouvernement Callaghan doit provoquer des élections anticipées, la campagne électorale mettra particulièrement à l'ordre du jour la crise économique et sociale et la question de la place de la Grande-Bretagne dans la Communauté Economique Européenne.

## Portugal : gouvernement en difficulté

La semaine dernière, une majorité relative de députés a rejeté le projet de budget du gouvernement Mota Pinto. Vote étrange de 46 députés du PCP, de l'UDP et d'indépendants contre 43 de droite, tandis que 116 parlementaires du PS et du PSD s'abstenaient. Ce budget comprenait des mesures impopulaires, comme la suppression du 13<sup>e</sup> mois et la limitation des revendications salariales. C'est contre ces mesures que des dizaines de milliers de travailleurs avaient manifesté le 18 mars. De plus la politique agraire du gouvernement Mota Pinto, consistant à reprendre par la force les terres occupées par les tra-

vailleurs, avait suscité une révolte grandissante parmi les paysans.

Du point de vue parlementaire, le président de la République, Eanes, n'avait pu vraiment trouver une majorité, depuis qu'en juillet 1978, il a rompu avec le PS. Il voulait en effet imposer à ce parti de gouverner avec une coalition axée sur le « centre-droit », alors que Soares prétendait que son parti devait assumer seul la responsabilité de la politique. Cette crise a abouti à la formation de cabinets « indépendants et techniciens » désignés par le président Eanes, d'abord celui de Nóbrega Costa, qui n'a eu que deux semaines d'existence en septembre, puis

celui de Mota Pinto depuis le 25 octobre.

Par son abstention, le PS a donc mis en minorité le gouvernement. Rien n'indiquerait pourtant qu'il appliquerait une politique d'austérité très différente s'il était au pouvoir. Il s'agit en effet de mesures exigées par le Fonds monétaire international et les impérialismes occidentaux pour fournir des prêts au Portugal, et que le gouvernement Soares avait commencé à mettre en œuvre. Mais il semble qu'aujourd'hui, le PS portugais souhaite des élections anticipées qui lui permettraient de revenir au pouvoir après une « cure d'opposition » bénéfique.

Une semaine après son avarie

## LE SEA VALIANT MENACE ENCORE LA BRETAGNE D'UNE MAREE NOIRE



• Brest, le 24 mars

Le pétrolier libérien Sea Valiant, immobilisé depuis le 18 mars, est toujours aussi lourd de ses 72 000 tonnes de mazout en face de Douarnenez. Les « autorités compétentes » accumulent de nouvelles preuves de leur totale imprévoyance. Par contre, le « plan Bobard », lui, fonctionne toujours aussi bien : on rassure comme on peut la population.

Le 9 mars, le Sea Valiant voyait sa coque se fissurer aux Açores, sur sa route vers les USA. La chance fut avec lui, d'avoir une cuve vide pour y transborder le contenu de la cuve fissurée. Ne pouvant affronter l'Atlantique, il fit route vers Brest en vue de réparer.

La marine nationale lui interdit l'entrée de nos eaux territoriales aussi longtemps qu'il ne serait pas allégé, se lavant ainsi les mains du point de vue juridique. Mais, par ailleurs, la démonstration était faite qu'il n'existait aucun moyen rapide d'intervention : le Sea Valiant se présente en face de Douarnenez le 18 mars ; un navire allégueur fut promis dans les deux jours. On en trouva enfin un — le British Dragoon — célèbre pour son inefficacité lors de l'avarie analogue subie par l'Andros Patria en décembre dernier au large de la Corogne.

### IL NE MANQUAIT QUE LES JOINTS !

Finalement, le fameux allégueur n'était sur place que le vendredi 23, cinq jours après l'ordre d'allègement de la marine française, et 21 jours après que son intervention était à prévoir. La législation actuelle stipule en effet que tout navire en difficulté doit signaler son cas immédiatement, de façon à donner du temps pour intervenir.

Mais il y a mieux. Puisque ce n'est seulement que le 23 au matin que furent commandés d'urgence à une entreprise de Brest (Meunier) les joints indispensables au transbordement : le fameux allégueur n'en avait pas. Le plan Polmar non plus ! La quantité à prévoir ne coûte pourtant que 7 000 francs.

### FAUSSES INFORMATIONS

Que peut-on conclure ?

D'abord, que les autorités ignorent quel matériel elles ont à leur disposition en cas de danger : le British Dragoon était à cinq jours de mer du Finistère ; il aurait pu être encore plus loin. Et, n'étant pas français, il n'était pas tenu d'être disponible. Par ailleurs, la France ignorait s'il était suffisamment équipé, puisqu'elle ne se rendit compte de la carence des joints qu'au pied de l'ouvrage. On n'avait même pas pensé à s'assurer de tels détails dès le premier contact, ce qui témoigne d'une inconscience sans nom.

Cette inconscience au niveau de la prévention a un pendant sa mesure en matière de mensonge, préventif à la colère. En effet, deux fausses informations ont été données au sujet du jour d'arrivée du British Dragoon, qui était parfaitement connu.

Le plus à craindre est maintenant l'état de la mer. En effet, lorsque, samedi 24, le transbordement du pétrole a été entrepris, la mer était tellement forte (cinq à sept Beaufort) que l'opération cessa au bout de deux heures. Or, il faut au moins 18 heures de travail. Et un vent de force 5 avait eu le même effet pour l'Andros Patria, qui finit par s'échouer avec tout son mazout à la Corogne. Combien de temps le Sea Valiant, déjà fissuré, tiendra-t-il avec une mer de même nature ?

Ce ne sont malheureusement pas les prières des Bretons qui calmeront le vent, mais ce ne sont pas non plus les mensonges gouvernementaux qui calmeront leur colère, si ce qui risque d'arriver arrive.

Correspondant

## VENTES AUX ENCHERES DU «PROGRES DE LYON»

A la suite de divergences entre les familles Lignel et Bremont, les deux plus gros actionnaires du quotidien lyonnais, le journal a été vendu en enchères privées. Cette vente est l'aboutissement d'une longue série d'actions en justice menées par le nouveau propriétaire JC Lignel. La vente dont le montant dépasserait les 10 milliards de centimes, a causé une certaine surprise dans les milieux politiques bourgeois. Si *Le Matin* voit d'un bon œil la venue de ce nouveau patron « qui penche à gauche », *L'Humanité* y décèle une marque d'alignement « de la France sur le modèle allemands ».

Ce qui est sûr c'est que l'affaire est de taille : le groupe *Progrès de Lyon-Dauphiné libéré* comporte quatre sociétés principales (l'agence de presse Aigles, une régie de publicité PPH, une imprimerie EPH et une messagerie RAD). Le seul *Progrès de Lyon* diffusé à près de 400 000 exemplaires est le deuxième quotidien régional français derrière *Ouest France*. L'Agence Aigles, par le biais du *Progrès*, du *Dauphiné*, du journal *Rhône-Alpes* et *La tribune de*

*Saint-Etienne* monopolise l'information sur la région Rhône-Alpes. Avec 500 journalistes elle constitue de fait le premier groupe de presse français.

La vente du journal, dont les lecteurs n'ont appris les résultats que par un bref communiqué, constitue la transaction la plus importante jamais réalisée pour une affaire de presse (*Le Figaro* a été vendu en 1975 pour 75 millions). Ceci montre que l'enjeu est de taille pour les fractions de la bourgeoisie.

En l'occurrence, il ne s'agit pas d'une nouvelle concentration de la presse mais simplement le passage d'une main à une autre d'une grosse entreprise capitaliste. En rapprochant cette affaire du cas Hersant, *L'Humanité* essaie lourdement de prêter l'intention aux « grands capitalistes » d'aligner la France sur le modèle allemand. Pour *Le Matin* il en va tout autrement : Lignel avait obtenu en 1974 que *Le Progrès* soutienne indirectement Mitterrand. Aussi s'étend-il complaisamment sur les pouvoirs de ce patron « à gauche ».

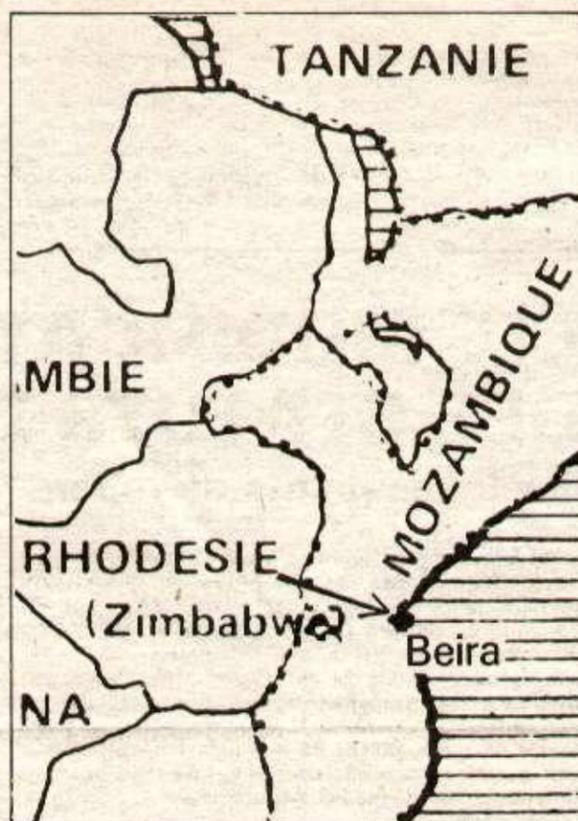
Dans un cas comme dans l'autre la véritable nature de l'opération est masquée pour être rapportée à des thèmes propagandistes erronés ou pour valoriser l'influence du PS sur certains capitalistes.

D.D.

## INTERNATIONAL

Mozambique : nouveau pas dans l'escalade

## LES RACISTES ATTAQUENT BEIRA



Selon un communiqué du gouvernement mozambicain, l'armée raciste de Rhodesie a lancé une attaque contre Beira, port mozambicain et seconde ville du pays. Les bombardements ont touché de très importants stocks de carburants et le principal centre énergétique de la ville. Il s'agit de la plus importante attaque opérée contre le Mozambique depuis son indépendance, en 1975. Alors

que les racistes de Salisbury, battus par le mouvement de libération du Zimbabwe, n'ont plus aucun espoir de tenir des élections en avril pour replâtrer leur pouvoir, ils multiplient et intensifient les attaques contre le Mozambique, arrière principal du peuple du Zimbabwe pour l'affaiblir en tentant de semer la terreur et de ruiner l'économie du pays.

### UGANDA : SITUATION CRITIQUE POUR AMIN DADA

L'Ouganda a fermé dimanche son aéroport international d'Entebbé. La route entre Entebbé et la capitale Kampala aurait échappé au contrôle des troupes restées fidèles au maréchal Idi Amin Dada.

La radio de Kampala a annoncé que l'espace aérien ougandais était fermé aux vols internationaux, et que quiconque violerait cet espace aérien serait abattu sans sommation. Le régime de Kampala semble perdre de plus en plus de terrain.

### TCHAD : ACCORD ENTRE MALLOUM ET HABRE

Conformément aux accords de Kano, le président tchadien Malloum et le premier ministre Hissène Habre ont démissionné de leurs fonctions. Le président Malloum s'est réfugié au Nigeria ; la France pourrait lui accorder le droit d'asile. Le président du conseil de la révolution du Frolinat, Goukouni Oueddei, a pris ses fonctions de premier ministre provisoire.

Une administrative a été formée, composée de représentants des quatre forces qui s'affrontent dans le pays.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



Le deuxième tour des cantonales

## LE PS RENFORCE SON IMPLANTATION

Dans des proportions spectaculaires, le second tour des cantonales aura amplifié la poussée du parti socialiste, déjà sensible le 18 mars dernier. Le PS se retrouve maintenant avec plus de 150

conseillers généraux supplémentaires, et surtout la présidence de nouveaux conseils généraux. C'est mercredi que les assemblées départementales se réuniront pour élire leur président.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sur 1 831 cantons dont les résultats étaient connus lundi matin (17 manquaient à l'appel), le PS obtient 557 sièges, l'UDF 429, le PCF 225 et le RPR 198. Si l'on compare ces résultats avec ceux de 1973, on constate un gain de 158 sièges pour le PS, et un gain de 31 sièges pour le PCF. L'UDF, elle, recule de 61 sièges, le RPR de 41, les radicaux de gauche de 7, les «divers gauches» de 31, et les «divers droite» de 52. Notons enfin que le PSU garde les 4 sièges dont il disposait déjà, et qu'un écologiste, opposé à la centrale nucléaire, est élu à Plogoff, en Bretagne.

La conclusion principale qu'on tirera donc de ces cantonales de 1979 est la continuation — et la concrétisation — de la poussée socialiste. Plusieurs raisons l'expliquent : il faut constater tout d'abord que le PS profite, à son tour, du monde de scrutin en vigueur, uninominal à deux tours : le 18 mars, le PS obtenait 26,96 % des voix. L'application de la proportionnelle (intégrale) lui aurait permis d'obtenir tout juste 500 sièges ; il en obtient près de 560. Mis au point pour favoriser le parti dominant, le type de scrutin en vigueur joue maintenant en faveur du parti socialiste, pour ces élections locales en tout

cas. La poussée du PS trouve aussi son explication dans le recul très sensible des radicaux et des modérés de gauche : il y a là la suite d'une longue évolution vers la disparition progressive de ces «notables» issus du radicalisme de la 3<sup>e</sup> République, et qui, petit à petit, disparaissent de la scène politique française.

ceux de gauche, les «modérés» de droite voient fondre leurs effectifs, même s'ils constituent une force encore non négligeable, avec 270 élus.

### Quelques échecs

Plusieurs politiciens connus ont mordu la poussière dimanche : à droite, c'est le cas de Gabriel Péronnet, ancien ministre, dirigeant du parti radical, dans l'Allier, de Dailly, sénateur UDF, en Seine-et-Marne, du sénateur UDF Boileau en Meuse-et-Moselle, du député RPR de Corrèze Bechter, de Montassier, gendre de Giscard en Charente, d'André Jarrot, ancien ministre, en Saône-et-Loire, et d'André Bord, ancien ministre RPR, à Strasbourg, UDF, Hoeffel. Moins d'échecs spectaculaires à gauche, évidemment. Notons cependant celui de Guidoni, dirigeant du CERES, celui de Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand et membre du PS, celui enfin de Paul Vergès, secrétaire général du parti révisionniste de la Réunion.

Troisième motif de la poussée socialiste : il semble que les reports de voix à gauche se soient faits correctement, à quelques exceptions près : à Arras, où il a manqué des voix du PCF au socialiste sortant, qui est battu, et surtout à Narbonne, où un des chefs de file du CERES, Guidoni, est battu. Là, c'est bien sûr la position favorable à l'entrée de l'Espagne ans le Marché commun de Guidoni qui a nuit au report des voix PCF.

A l'inverse, on ne signale pas de cas de mauvais reports de voix socialistes vers les candidats du PCF arrivés en tête au premier tour. De fait, le PCF gagne 31 sièges, alors que ses résultats du 18 mars traduisaient un très léger repli par rapport à 1973.

La droite, quant à elle, partage à peu près également la défaite. Même si proportionnellement, le RPR perd plus d'élus que son rival UDF. Comme

### Les départements qui changent de main

Ce n'est que mercredi qu'on connaîtra très exactement la nouvelle couleur politique des départements français. On peut cependant tirer un premier bilan : le PS va s'emparer de la présidence de plusieurs conseils généraux : celles de la Côte d'Or, de l'Oise, de l'Indre, de la Seine-et-Marne, de l'Eure. Le PCF, quant à lui, est assuré d'une nouvelle présidence, celle du Val-d'Oise, qui vient s'ajouter aux trois qu'il détient déjà en Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Essonne.

Quatre autres départements doivent, sur le papier, échapper à la droite : la Corrèze, dont le président, pour deux jours encore, est Chirac, la Haute-Saône, l'Aisne et les Ardennes. Enfin, comme il était prévu, la gauche perd un département, celui de la Sarthe.

### MANIFESTATION DE FEMMES A MARSEILLE

2 500 femmes ont manifesté à Marseille samedi. Elles réclamaient l'avortement libre et gratuit pour toutes les femmes quel que soit leur âge ou leur nationalité et l'abrogation définitive de la loi de 1920.

### BARRE : UN BUDGET LICIEUX POUR 1980

Dans une lettre adressée à ses ministres et publiée par *Valeurs actuelles*, il invite à «entreprendre un effort vigoureux de freinage des dépenses publiques». Il propose même une solution : «Des suppressions d'emplois correspondant à la suppression de certaines tâches devront être présentées». Auxiliaires et vacataires risquent de contribuer à ce vigoureux effort !

## LES MODIFICATIONS DES STATUTS DU PCF

### Quelques points de repère

Nous avons exposé, dans nos précédents articles, l'essentiel des modifications proposées aux statuts du PCF, telles que les présente la direction pour le 23<sup>e</sup> congrès, portant sur ses références idéologiques au marxisme-léninisme très atténuées, sur le but qu'il déclare s'assigner, le «socialisme», et sur son mode de fonctionnement interne, qui se réclame du centralisme démocratique. Nous donnons pour terminer quelques points de modification portant sur des questions secondaires, ce qui ne veut pas dire qu'elles soient dénuées de tout intérêt.

Le militant, dans les statuts en vigueur, devait «bannir la quiétude, l'esprit de suffisance, savoir reconnaître ses erreurs, utiliser l'autocritique parallèlement à la critique constructive». Ces références sont supprimées, d'où l'on peut être tenté de conclure qu'un membre du PCF peut être suffisant, refuser de reconnaître des erreurs, et se passer d'autocritique. Pourquoi diantre la direction a-t-elle éprouvé le besoin de supprimer ces

phrases ? Autre changement de détail : le rôle des élus. Il est affirmé, dans les statuts en vigueur, que l'activité de l'élu est «inséparable de l'action de la classe ouvrière et du peuple». Cette formulation est maintenue, avec une petite nuance, qui n'est pas mince : l'élu devrait désormais (article 52) être, en plus, «soucieux des intérêts de toute la population qu'il représente». Il faudrait choisir : la classe ouvrière

ou «toute la population», c'est-à-dire la bourgeoisie ? Notons que, sans doute pour mieux contrôler ses élus, ceux-ci devront désormais, selon l'article 53, être adhérents de l'Association nationale des élus communistes et républicains. Adhérez, réadhérez...

Innovation qui suscitera peut-être des remous : dans les statuts précédents, il était indiqué que les adhérents devaient «observer fidèlement les règles (...) de la morale du Parti, obligatoires pour tous les adhérents». Eh bien, désormais, il n'y a plus de morale. Peut-être assistera-t-on sur ce sujet à des débats épiques, dans le style de ceux auxquels cette question avait donné lieu au 22<sup>e</sup> congrès...

François NOLET



Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés dimanche pour protester contre la construction de l'aéroport de Narita, au Japon. Cette manifestation commémorait l'anniversaire de l'action du 26 mars de l'année dernière, au cours de laquelle la tour de contrôle de l'aéroport avait été détruite.

### GREVES D'EMPLOYES

Vendredi, les 140 employés de l'Agence pour les économies d'énergie ont observé un arrêt de travail de 24 heures pour une augmentation de salaire et un statut garantissant l'emploi pour l'ensemble du personnel.

A la suite de l'intervention de la police contre les employés de la caisse primaire d'assurance maladie de Saint-Etienne, qui renaient les membres du conseil d'administration, ils ont décidé samedi de poursuivre leur mouvement de grève.

### LES «BONNES IDEES» D'ANDRE BERGERON

«Il faut éviter, dans le contexte actuel, des manifestations de masse (...) à cause des éléments incontrôlés». Cette déclaration figure bien entendu en bonne place à la «une» du *Journal du Dimanche*. Par ailleurs la commission exécutive de FO déclare : «Les grèves dites sauvages, spontanées et répétitives notamment dans les entreprises nationalisées... sont pour la plupart du temps inefficaces».

Quelles solutions efficaces nous proposent donc M. Bergeron s'il ne convient ni de faire grève ni de manifester ? Comment résister aux incessantes attaques du Barre qui lui aussi n'a que mépris pour les «porteurs de pancartes» ?

### LIBERATION DES PRIX : AUGMENTATIONS

Les «boissons pilotes» qui étaient en vigueur dans les cafés ne seront plus taxées. Ainsi les cafés, la bière pression, les eaux minérales, le lait vont augmenter de l'ordre de 7 %. Dans les restaurants, le plat du jour connaît la même hausse. Le sandwich aussi...

### PARIS : INCENDIE DANS LE METRO

Une trentaine de personnes ont été blessées ou intoxiquées dimanche soir, vers la station Reuilly-Diderot, à la nuit d'un début d'incendie dû, semble-t-il, à l'éclatement d'un pneu. 3 passagers ont été sérieusement atteints. C'est le plus grave accident depuis 1903 où un incendie avait tué 84 personnes.

### L'AFRIQUE DU SUD ACHETAIT DES SYMPATHIES

Le président des racistes sud-africains Vorster est accusé d'avoir débloqué des fonds secrets destinés à mener des campagnes de propagande en faveur de son régime dans différents pays d'Europe. Seraient concernées : la Grande-Bretagne, la Norvège, où les fonds sud-africains auraient contribué à fonder un parti politique, et aussi la France. Dans ce dernier cas, aucun nom n'a été cité.